Le pouvoir aux travailleurs

19 AOUT 1994

N° 21

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES

EDITORIAL:	
— TOUS CEUX QUI DIVISENT LES PAUVRES SONT LEURS ENNEMIS MORTELS	2 - 3
COTE D'IVOIRE:	
— DROIT DE VOTE POUR LES "ETRANGERS" OU PAS, ...	4 - 5
— SOTRA: LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS A PAYER A LA PLACE DES VRAIS RESPONSABLES	5 - 7
— CRISE OU PAS, C'EST TOUJOURS LA CAROTTE POUR LES RICHES ET LE BATON POUR LES PAUVRES	7 - 9
— "CONCURRENCE MALSAINE"...?	9 - 11
— LES MAUVAIS RESULTATS DU BEPC ET DU BAC	11 - 12
AFRIQUE DU SUD:	
— POUR TIRER EUX-MEMES LES FRUITS DE LEUR LUTTE, LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN D'UN PARTI INDEPENDANT.....	12 - 14
NIGERIA:	
— VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS! MAIS PAS DERRIERE ABIOLA	14 - 16

E d i t o r i a l

TOUS CEUX QUI DIVISENT LES PAUVRES SONT LEURS ENNEMIS MORTELS

Lors de sa tournée dans les villes et les villages où il a déjà commencé sa campagne pré-électorale, à l'exemple d'ailleurs du parti rival, le PDCI, Laurent Gbagbo a dit ceci au sujet du "vote des étrangers" à tous ceux qui ont assisté à ses meetings: "Empêchez-les de voter vous-mêmes; vous avez la constitution avec vous".

Cette déclaration est un appel "à la vindicte populaire" (pour reprendre l'expression de La Voie, proche du FPI), c'est un véritable appel à la violence, notamment contre les ressortissants de la CEDEAO s'ils prennent part aux élections de 1995, comme ils l'ont déjà fait à plusieurs reprises lors des différentes élections passées.

Les politiciens, pour se maintenir au pouvoir ou pour y accéder, n'hésitent pas à recourir à tous les moyens. Un de ces moyens consiste à diviser les populations en fonction de leur appartenance ethnique ou religieuse, ou encore en opposant les "nationaux" aux "étrangers".

Cela commence toujours ainsi, par des discours qui, tel un venin, introduisent au sein de la population le poison de la division et de la haine. Quand les divisons et les haines sont suffisamment accumulées, elles explosent comme une bombe dont les pauvres sont les principales victimes. C'est alors la guerre avec son cortège de veuves, d'orphelins, de familles décimées, de centaines de milliers de réfugiés, de famine et de maladies de toutes sortes, comme le Rwanda nous en offre un spectacle tragique. Et pendant que les pauvres s'entretuent, les responsables de cette politique criminelle attendent tranquillement dans des villas climatisées le moment où ils peuvent prendre le pouvoir, par un escalier dont les marches sont constituées de cadavres.

Ce genre de guerre, on sait comment elle commence, mais personne ne peut prévoir comment elle finira. Elle peut débuter par une histoire de vote comme c'est le cas aujourd'hui, ou bien par un simple match de football, comme on l'a vu ici même, l'année dernière, avec le massacre des Ghanéens. Mais elle risque de se terminer par un massacre général entre des peuples voisins ou entre Ivoiriens eux-mêmes. Avec comme conséquences, ce qu'on voit aujourd'hui au Libéria, au Rwanda ou encore en ex-Yougoslavie. C'est-à-dire des morts dans chaque famille, dans chaque maison, des femmes violées, des enfants égorgés. Plus d'usines, plus de routes, plus d'hôpitaux, plus de médicaments, plus de richesses. Rien que la misère, la famine, la mort et la désolation de tous les côtés. Quel avenir pour les enfants qui n'auront connu que la mort et la guerre durant des années? Les mères, elles, n'auront plus que leurs yeux pour pleurer les enfants qu'elles auront perdus. Mais ça sera trop tard.

Dans des guerres criminelles de ce genre, ceux qui arrivent à survivre s'en tirent avec des déchirures qui vont mettre plusieurs années pour se cicatriser. Les destructions rendent les conditions de vie plus difficiles, aggravent la pauvreté. De plus, les pauvres ne peuvent en tirer aucune leçon, aucune conscience qui leur permette d'envisager la construction d'un avenir meilleur.

C'est dès aujourd'hui que les travailleurs doivent réfléchir à tout cela. Nous devons nous méfier du nationalisme comme de la peste. Les nationalistes sont des ennemis mortels des travailleurs. Ils parlent de "patrie", de "nation". Autant de termes pour mieux tromper et diviser les travailleurs. Ils parlent d"Ivoiriens" et de "non-Ivoiriens". Mais il y a seulement un peu plus de trois décennies, cette différence-là n'existait même pas. Contrairement à tous ces mensonges, la seule véritable division de la société actuelle, c'est celle qui existe entre riches et pauvres. Les intérêts des uns et des autres sont diamétralement opposés. Les Gbagbo et Bédié font partie de la classe des riches. Ils défendent les intérêts des riches. Ils sont contre nos intérêts. Tous ceux qui, comme eux, sont au service des riches, sont donc nos ennemis mortels, même s'ils appartiennent à une même ethnie, à une même religion ou au même pays que nous.

DROIT DE VOTE POUR LES "ETRANGERS" OU PAS, CE QUI COMPTE, C'EST L'UNION DE TOUS LES PAUVRES

C'est en 1995, donc dans un an seulement que l'élection présidentielle aurait lieu. Mais depuis plusieurs semaines, autour de la question du "vote des étrangers" une polémique oppose déjà les deux principaux partis, le PDCI et le FPI.

D'un côté, le PDCI, par la voix de son secrétaire général, affirme que son seul souci est "intégrationniste" (c'est-à-dire la prétendue intégration de la sous-région) et assure que "voteront tous ceux qui seront en règle pour voter, conformément à la loi électorale" dont "la décision appartient au législateur, c'est-à-dire à l'Assemblée nationale". De l'autre, le FPI invoque la constitution pour répondre que le droit de vote est réservé "aux seuls nationaux" et que faire voter les étrangers, c'est les exposer "à la vindicte populaire".

Dans cette discussion, le PDCI a beau jeu de se présenter comme un parti "avant-gardiste" qui ne chercherait qu'à faire avancer l'unité de la sous-région. Mais ce discours démagogique ne trompe personne. Le PDCI, tout comme le FPI, se moque de l'unité sous-régionale. Pour le PDCI, le droit de vote accordé aux ressortissants de la CEDEAO n'a constitué, jusque-là, en rien un risque pour son maintien au pouvoir. Bien au contraire. Alors pourquoi changer une politique qui permet de paraître à bon compte "progressiste".

En effet, pendant la période où le café et le cacao se vendaient bien et qu'il y avait un début d'industrialisation relative dans ce pays, cela a attiré bon nombre de travailleurs de la sous-région. Tous ces travailleurs qui, depuis des années, ont réussi à vivre ici en faisant des travaux divers, souvent durs et mal payés, savent qu'il vaut mieux essayer de survivre là où ils sont, plutôt que de retourner dans leurs pays d'origine, parfois plus pauvres. Ils ont probablement peur qu'avec l'arrivée d'un autre parti au pouvoir, ils risquent de faire les frais d'une politique démagogique, consistant par exemple à les rendre responsables de la crise économique et à les expulser, comme le Nigéria l'a fait en 1983.

Alors, après avoir mis cette main-d'oeuvre immigrée à bon marché au service des riches, après avoir "remercié" les travailleurs immigrés par des attaques brutales telles que le paiement chaque année de la carte de séjour, le PDCI se sert d'eux comme une masse de manoeuvre dans sa politique électorale.

Le FPI, quant à lui, apparaît comme un adversaire minable, constamment sur la défensive, n'hésitant pas à user des arguments xénophobes, à peine disssimulés sous le voile constitutionnel. En protestant contre le vote des "étrangers", le FPI n'agit pas par simple respect de la légalité. En fait, il a peur que ceux-ci ne votent

en majorité pour le parti adverse. Ce qui est un aveu, une façon de reconnaître que, tout compte fait, la plupart des travailleurs non-ivoiriens font moins confiance au FPI qu'au PDCI.

Pour un parti qui se dit de gauche, on devrait s'attendre à ce qu'il ait une position plus courageuse que le PDCI et qu'ils reconnaissent le droit de vote -comme un droit élémentaire- à tous ceux qui vivent et travaillent dans ce pays. Mais non, le FPI préfère se cacher derrière la constitution qui n'est qu'un chiffon de papier dont les gouvernants ne se servent que quand il n'est pas nécessaire de la violer.

Cela dit, nous les pauvres de ce pays -Ivoiriens ou pas- aurions tort de croire qu'il y a quelque chose de bon pour nous dans la politique de ces partis. Que nous ayons tous ou non le droit de vote ne changerait rien dans nos conditions de vie, comme l'ont montré toutes les élections auxquelles nous avons déjà participé. Laissons les partis au service des riches discuter du jeu électoral pour savoir quel est le meilleur moyen de gagner les élections de l'année prochaine. Pour nous, la seule chose qui peut nous permettre d'améliorer nos conditions de vie et de travail, c'est la lutte. Et pour ça, la discrimination entre les pauvres n'a aucun sens. Il faut l'union de tous.

SOTRA: LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS A PAYER A LA PLACE DES VRAIS RESPONSABLES!

De simple rumeur suspendue à la tête des travailleurs comme une épee de Damoclès, la nouvelle, enfin confirmée, est devenue une réalité : le vendredi 12 de ce mois, la direction de la Sotra a décidé de mettre 2.500 agents au "chômage technique".

Les dirigeants de la société expliquent leur choix essentiellement par des préoccupations de rentabilité. Dans un entretien accordé à Fraternité-Matin du jeudi 11 août, le directeur général de la Sotra dit qu'en 1975 celle-ci "comptait 418 véhicules pour 2.833 agents...Le parc a évolué pour atteindre 1.200 véhicules". De nos jours, la société dispose de 1.096 véhicules. "Mais, ajoute-t-il, sur ces 1.096 véhicules à peine 400 à 418 peuvent rouler" alors qu'entretemps le nombre des agents a augmenté : il est de "6.108 avec le même nombre de véhicules qu'en 1975".

Selon lui donc, si la société ne marche pas, c'est-à-dire ne dégage pas suffisamment de bénéfice, c'est parce qu'il y aurait trop de gens à payer. C'est pourquoi, dit-il, le conseil d'administration a pris la décision de mettre au "chômage technique" 2.500 travailleurs pour permettre à la société d'être rentable. Le directeur général de la Sotra a

même le culot de présenter cette décision comme "humanitaire" car, dit-il, demain les travailleurs, aujourd'hui au "chômage technique" de six mois, pourront reprendre leurs boulots.

Par cet exercice d'explication, le directeur général de la Sotra n'a fait que jouer son rôle de petit commis au service des riches. Mais les travailleurs n'ont aucune raison d'accepter tous ces arguments parce que ce ne sont pas eux les responsables de le faillite de la Sotra.

Les raisons profondes qui ont conduit à la crise actuelle au sein de la Sotra sont imputables à la direction et à l'Etat. Nul n'ignore que par des détournements, des vols, un pillage systématique, cette société est saignée à blanc par tout un ensemble de profiteurs et de parasites, allant de ses cadres aux dirigeants de l'Etat lui-même. "A la Sotra, il y a des gens qui n'ont aucune attribution précise, des inspecteurs qui touchent plus de 2,5 millions de F. CFA par mois, des gens qui, bien que partis de l'entreprise, continuent d'y émarger, sans compter les employés fictifs... La direction ferme les yeux sur tout cela pour s'en prendre au petit personnel", s'insurge le secrétaire général du Syntras.

Quant à l'Etat, selon l'actuel directeur général, il doit 21 milliards à la société alors que celle-ci lui est redevable de 23 milliards. Ces deux comptes s'équilibrent, diront certains. Mais ils contredisent, par ailleurs, les déclarations de l'ancien directeur général de la Sotra selon lesquelles ce seraient des dizaines de milliards que l'Etat doit à la société et que si cet argent était remboursé, celle-ci n'aurait aucun problème. Dans tous les cas, il y a lieu de croire qu'une bonne partie de cet argent a sans aucun doute pris le chemin des comptes particuliers du beau monde de Cocody, Riviera, etc.

Voilà d'où provient le fait que malgré sa position de monopole sur le transport urbain à Abidjan et les immenses possibilités qui en découlent, la société est incapable de réparer les bus en panne ou de développer son parc, alors que les besoins des populations en matière de transport n'arrêtent pas d'augmenter. Et ce n'est donc pas aux travailleurs de payer à la place de l'Etat et des parasites à son service. Il n'y a aucune raison pour qu'ils fassent les frais du vol et du gaspillage dont les dirigeants, à tous les niveaux, sont responsables ! D'autant plus que contrairement à ce que prétend la direction de la Sotra, bien de signes laissent croire qu'il s'agit en réalité non pas d'un "chômage technique" mais d'un simple licenciement que l'on cherche à camoufler.

Les dirigeants de la Sotra en donnent eux-mêmes la preuve. Les travailleurs mis au chômage ne sont pas pris au hasard mais sélectionnés selon des critères qui leur sont dans tous les cas défavorables et ne laissent pas croire à leur prochain retour dans l'entreprise. En effet, dans une lettre d'information adressée aux délégués du personnel, on peut lire que parmi les 2.500 agents mis en "chômage technique", certains le sont par "moindre rentabilité", d'autres, par "indisponibilité et incapacité tant physique que professionnelle", d'autres encore, par "indiscipline constatée par des sanctions non

encore amnistiées" ou tout simplement parce qu'ils sont "les agents les moins anciens". C'est dire que dans tous les cas la direction de la Sotra avait ces travailleurs dans le colimateur et cherchait des prétextes pour se débarrasser d'eux. Ce que confirme la direction du Syntras, un syndicat de la boîte, qui dit que ses membres sont les plus particulièrement visés et parle d'un "réglement de compte" et d'une tentative de démentèlement de ses structures.

Mais au-delà du problème de gestion et de "réglement de compte", ce qui justifie le choix de la direction de la Sotra et du gouvernement, c'est la logique capitaliste du profit. Dans la situation actuelle de crise générale du système capitaliste, pour continuer à faire du profit, c'est sur le dos des travailleurs que les bourgeois s'arrangent. Ils bloquent les salaires, les diminuent, mais surtout licencient à tour de bras, tout en augmentant la cadence, faisant ainsi faire le même travail par le moins de main-d'oeuvre possible, en aggravant du coup les conditions de boulot et de vie des travailleurs. Les dirigeants de la Sotra ne font qu'appliquer à leur tour les mesures déjà prises et pratiquées ailleurs, sous prétexte de restructuration. C'est dans l'air du temps.

Le direction de la Sotra et le gouvernement sont décidés à appliquer leur plan de chomâge technique. Mais si les travailleurs s'organisent, se mobilisent pour se défendre, ils peuvent les faire revenir sur leur projet criminel. Ils en ont la force et les moyens et ils l'ont déjà démontré par le passé, comme en 92 et 93, au moyen des grèves qui leur ont donné gain de cause . Mais au-delà, c'est contre le capitalisme, la logique du profit, qu'il faut espérer qu'un jour, à la Sotra comme au niveau de l'économie générale du pays, se dresseront des hommes et des femmes, des travailleurs, pour empêcher que la bande de bourgeois parasites qui dirige ne continue impunément à casser le matériel de travail et s'attaquer aux conditions de vie des masses pauvres.

CRISE OU PAS, C'EST TOUJOURS LA CAROTTE POUR LES RICHES ET LE BATON POUR LES PAUVRES

Le gouvernement nous dit que les caisses de l'Etat sont vides. On voit le service public, c'est-à-dire les hôpitaux, les écoles, etc, se dégrader, laissé presque à l'abandon. Certains services auparavant gratuits sont devenus payants. La pension pour les retraités leur est le plus souvent versée en retard. Il en est de même pour les salaires de certains fonctionnaires. Certains élèves boursiers n'ont pas perçu leurs pécules durant toute l'année. La CNPS veut licencier plus d'une centaine de fonctionnaires. Le gouvernement renouvelle de moins en moins les

fonctionnaires partant en retraite et incite même ceux en place à démissionner en leur proposant une certaine somme d'argent. C'est le tableau qu'on voit quotidiennement.

L'Etat aurait un tel besoin d'argent qu'il vend, ou brade, aux capitalistes privés ses entreprises ou les parts d'actions qu'il possède encore. Depuis quelques temps on voit par exemple dans les journaux ou à la télévision une publicité sur la société SICOR. On y apprend que l'Etat vend ses parts d'actions qui représentent 51% du capital pour 500 millions de CFA. La situation financière de l'Etat serait telle qu'il mendie des prêts auprès des différents "bailleurs de fonds". Et à chaque fois qu'il en obtient un, toute la presse gouvernementale crie à la victoire.

On voit aussi régulièrement à la télévision, de longs reportages, où l'on montre telle ambassade ou telle institution étrangère offrir quelques lits pour tel hôpital ou quelques centaines de kilogrammes de médicaments, ou encore une ambulance, quelques voitures, des postes emetteurs-transmetteurs pour la police, etc. Parfois, il s'agit de quelques kilos de riz ou de lait en poudre... Le tout obtenu par la mendicité.

Par ailleurs, on apprend aussi dans les journaux que le gouvernement distribue à tour de bras de l'argent aux capitalistes, soit en exonérant de taxes certaines grosses entreprises ou tout simplement en distribuant des milliards à d'autres entreprises telles que la CIE (ex-EECI). De 1990 à 1993, l'Etat a donné par exemple à cette entreprise un peu plus de 5,5 milliards de CFA, sous prétexte qu'au moment de la privatisation de cette entreprise, il s'était engagé auprès des acheteurs (Bouygues, EDF et privés ivoiriens) sur une certaine quantité d'énergie produite tous les ans. Or, du fait de la crise, la consommation du pays en énergie est à la baisse. D'où un manque à gagner pour les capitalistes, que l'Etat doit compenser.

D'un côté donc, le gouvernement ferme l'OMOCI (Office de la Main-d'Oeuvre), laisse se dégrader le service public, licencie des fonctionnaires, laisse sur le carreau des instituteurs et des professeurs formés prêts pour l'emploi, mendie auprès des autres pays; de l'autre, il distribue des milliards de CFA aux capitalistes. Et dans le même temps, il n'arrête pas, et continue au contraire de plus belle, de recruter des policiers, des CRS, des gendarmes et des militaires: des gens improductifs, au mieux, bons à rançonner la population pauvre. Ainsi, par exemple, le mois dernier, 341 policiers sont encore sortis de l'école.

Ainsi, d'un côté, la condition de vie de la population se dégrade et de l'autre on distribue de l'argent aux capitalistes tout en accroissant les forces de répression.

Malgré les apparences, tout cela n'est pas contradictoire, bien au contraire. On vit dans une société capitaliste, une société basée sur le profit, une société où les intérêts des bourgeois priment sur tout le reste. Et la bourgeoisie, pour pouvoir tirer du profit de l'exploitation des travailleurs et des paysans pauvres, a besoin d'un instrument de répression pour assurer la paix sociale.

C'est-à-dire un pouvoir qui a pour rôle de mater les travailleurs et les exploités en général, au cas où ils auraient l'idée de se révolter contre leur exploitation.

La situation des pauvres s'aggrave de jour en jour. Les riches craignent que leurs forces de répression qui sont la police, les CRS, l'armée, la gendarmerie, etc, ne suffisent pas à réprimer les pauvres. voilà pourquoi ils continuent de recruter. Pour ça, ils ont de l'argent.

"CONCURRENCE MALSAINE" OU FONCTIONNEMENT NORMAL DU CAPITALISME?

Chacun a pu constater -à ses dépens- que les prix des marchandises ont presque tous été revus à la hausse depuis 8 mois, c'est-à-dire depuis la dévaluation du franc CFA. Cette augmentation s'explique par le fait que le CFA a perdu 50% de sa valeur initiale.

Fraternité-Matin (journal gouvernemental) du 20 juillet consacre un petit article à propos de certaines marchandises dont les prix, au lieu d'augmenter, ont au contraire baissé. Le journal cite quelques exemples tels que l'eau de javel de 90 cl qui coûtait 250f avant la dévaluation et qui est vendue aujourd'hui à 275f, "alors que le prix homologué" serait de 350f; ou la pâte dentifrice Signal dont le prix est passé de 190f à 250f au lieu de 325f; ou encore l'huile Dinor qui valait 68.000f le fût de 200 l avant la dévaluation et qui est vendue aujourd'hui à 58.000f.

Fraternité-Matin conclut en ces termes: "Les grosses entreprises filiales souvent de firmes internationales, ne veulent-elles pas faire chuter les prix pour couler leurs concurrents locaux? Réduisant ainsi des pères de famille au chômage? Attention à la concurrence malsaine!"

De son côté, le journal "La Voie" (proche de FPI) du 21 juillet reprend le même sujet avec quasiment les mêmes exemples et pour en tirer les mêmes conclusions que Fraternité-Matin, en parlant "du danger qui guette les entreprises nationales".

Alors, voyons de plus près l'exemple de ces trois marchandises qu'ils ont citées ainsi que le mensonge et la démagogie qu'ils dissimulent derrière. D'abord l'eau de javel: dans les centres commerciaux ou chez n'importe quel petit commerçant du quartier, l'eau de javel de marque "La Croix", qui est bel et bien une marque de "firme internationale", mise en bouteille localement par une de "ses filiales", est vendue effectivement à 350f. Alors que d'autres marques telles que l'eau de javel "Le Flamboyant" et "Princesse", qui sont bien

des marques "locales", sont vendues à 275f.

Ce premier exemple contredit les deux journaux, défenseurs du capitalisme, qui prétendent que ce sont les multinationales ou leurs filiales implantées localement qui ont baissé leurs prix pour casser les entreprises "locales" ou "nationales".

Quant à l'exemple sur les pâtes dentifrices, on se rend compte que toutes les marques les plus couramment utilisées ("Colgate", "Signal", "Très-près") sont de marques internationales, fabriquées par leurs filiales locales. Là encore, où est-il question de "PME locales"? Ne serait-ce pas par hasard les cure-dents vendus à 10f au marché par les petites filles qui concurrenceraient, de plus en plus, les pâtes dentifrices? Ce qui obligerait plutôt les multinationales à revoir leurs prix à la baisse.

Pour ce qui est de l'exemple de l'huile Dinor, on peut constater en allant chez n'importe quel commerçant du quartier que c'est pour ainsi dire la seule huile -la moins chère- que le consommateur pourra trouver. Et quand bien même on lui proposerait une autre huile dans la même gamme des huiles les moins chères, c'est toujours une huile fabriquée ou commercialisée par Blohorn, -filiale d'une firme internationale- pour la simple raison que c'est la seule entreprise qui commercialise des huiles de bas de gammes en Côte d'Ivoire. Et si Blohorn est obligée de revoir ses prix à la baisse, n'est-ce pas plutôt parce que des milliers de femmes dans les petits marchés de quartiers vendent de l'huile de palme au détail, fabriquée artisanalement -le plus souvent par elles-mêmes- et qui concurrencerait d'une façon "malsaine" Blohorn?

Alors, pour reprendre la question posée par les deux journaux, -défenseurs du capitalisme- les "firmes internationales" ne veulent-elles pas "couler leurs concurrents locaux"?

Nous venons de voir que dans les exemples cités, cela n'apparaît pas, pour le moment. Car, de façon générale, la réponse à cette question est: bien sûr que si! Quelle découverte pour Fraternité-Matin et La Voie! N'est-ce pas là une des lois élémentaires du capitalisme? Le capitalisme aurait-il une loi spéciale pour le PDCI et le FPI? Y aurait-il un bon capitalisme qui serait "national" et un mauvais capitalisme (international)? Le capitalisme ne repose-t-il pas sur la loi de la jungle? N'est-ce pas au nom de cette loi que le plus fort écrase celui qui est faible?

Depuis quand le capitalisme s'occupe-t-il "des pères de familles au chômage?" Il faut dire haut et fort que même quand "les pères de familles" (ou les mères de familles et leurs enfants dès l'âge de 12 ans) ne sont pas au chômage et triment toute leur vie -dans les "firmes multinationales" ou dans les petites entreprises "locales", eh bien tous ces pères et mères de familles souffrent de la misère. Ils sont réduits en esclaves. Ils vont au travail à pied. Ils n'ont rien pour se faire soigner ou pour envoyer leurs enfants à l'école. Ils sont chaque jour bafoués dans leur dignité! C'est ça, le capitalisme.

Le capitalisme n'est bon

que pour les riches et leurs serviteurs comme Gbagbo, Wodié, Bédié et autres. C'est l'exploitation, la souffrance et la misère pour les travailleurs et les pauvres en général. Alors de quoi parlent nos défenseurs du capitalisme? Ces gens-là font semblant de chercher un capitalisme qui serait plus humain. Mais ça n'existe pas. Les capitalistes n'ont pas de sentiment. Ils ne connaissent que le profit. Et ça, les journalistes à leur service le savent. Mais ils font de la démagogie pour tromper les travailleurs.

LES RESULTATS CATASTROPHIQUES DU BEPC ET DU BAC: LES SACRIFIES DU SYSTEME CAPITALISTE!

Les résultats, à eux seuls, sont parlants: quelque 13% seulement d'admis au baccalauréat et moins de 8% au BEPC. Le record a été battu des deux côtés.

Pourquoi de tels mauvais résultats?

Là-dessus, chacun y va de ses arguments. Le gouvernement explique ces mauvais résultats par le fait de la "lutte contre la fraude" menée cette année par le ministère de l'éducation nationale. D'autres, tels que la FESCI, le SYNESCI ou l'APEECI parlent de "classes engorgées par des effectifs pléthoriques"; "manque de matériels didactiques"; "manque d'encadrement pédagogique", "méthode pédagogiques anachroniques", etc.

De quel prétendu "Lutte contre la fraude" parle le gouvernement? Quand on sait que même pour être admis au "concours" d'entré à la police, un candidat qui n'a pas été pistonné, à un niveau ou à un autre, a une très faible "chance" de réussir. Alors, on peut se demander comment un gouvernement qui est incapable de lutter contre la corruption qui le touche à tous les échelons de son appareil d'Etat pourrait prétendre lutter contre la fraude dans les examens?

La prétendue "lutte contre la fraude", c'est de la poudre aux yeux. On a pu le voir par exemple dans les différents centres d'examens comme à Dabou où la flicaille venait terroriser à tout moment les élèves en plein examen. Pour bien montrer que le gouvernement luttait bien contre la fraude, des élèves ont été arrêté et mis en prison pour un rien. Ce n'étaient pas les vrais fraudeurs. Mais de simples boucs émissaires! D'ailleurs, deux mois plus tard, le cinéma terminé, tous les élèves ont été relâchés et autorisé à repasser les examens... Pour l'année prochaine. On a alors parlé de "grâce présidentielle". Et pour bien ajouter au cynisme, on nous a dit que le président de la république "entend préserver l'avenir de nos jeunes élèves, en leur donnant une seconde chance". Mais cela n'a pas empêché qu'arbitrairement on ait sacrifié un an de leur vie pour certains, et toute chance de pouvoir repasser une autre fois le bac, faute de moyens, pour d'autres.

Si les résultat du bac et du BEPC sont catastrophiques, cela n'a évidemment rien à voir avec la lutte contre la fraude. Même les différents arguments avancés par les syndicats des élèves, des enseignants ou des parents d'élève n'expliquent qu'en partie ce problème. Il est en effet vrai que les conditions dans lesquelles les enfants de pauvres étudient sont difficiles et inacceptables. Mais ce n'est pas là qu'il faut chercher la vrais raisons des mauvais résultats. Autrement, on aurait eu aussi des résultats un peu semblable les autres années dans la mesure où les conditions de travail des élèves ne se sont pas dégradés du jour au lendemain.

Les vrais raisons il faut les chercher dans le fait qu'aujourd'hui l'économie capitaliste est en crise. Les usines ferment. Rien ne marche. L'économie est quelque part bloquée. Dans ce contexte, la bourgeoisie n'a que faire de nouveaux bacheliers. Elle ne trouve aucun intérêt à dépenser de l'argent pour former de nouveaux diplômés dont elle n'a même pas besoin. Les bourgeois et le gouvernement à leur service n'investissent que là où ils trouvent leurs intérêts. C'est pourquoi ils laissent à l'abandon des pans entiers du secteur public.

La détérioration des conditions de la santé et de l'éducation est le moindre des soucis des riches. Pour éduquer et soigner leurs enfants ou les membres de leurs familles, ils ont suffisamment de moyens pour leur payer les meilleurs établissements d'ici ou tout simplement de grandes métropoles occidentales, comme Paris, Londres, etc.

Tout le bla-bla sur la "formation des jeunes", sur "l'intérêt de la nation ivoirienne", etc, ne sont que des mots utilisés par les uns ou les autres politiciens à leur service, en poste ou candidat au poste, pour amuser la galerie.

AFRIQUE DU SUD:
POUR TIRER EUX-MEMES LES FRUITS DE LEUR LUTTE, LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN D'UN PARTI INDEPENDANT

Depuis plus de trois mois, à la suite des premières élections au suffrage universel en Afrique du sud, Mandela dirige un gouvernement à majorité noire. Il vient de fêter ses "cent jours" au pouvoir. Sa satisfaction est en fait celle de tous les dirigeants sud-africains -noirs et blancs. Et c'est ce que, il y a trois semaines, le vice-président de l'ANC, Walter Sisulu a exprimé en ces termes: "La révolution terminée, l'Etat de grâce que nous vivons tous aujourd'hui n'est-il pas merveilleux?"

Il est en effet "merveilleux" pour la bourgeoisie sud-africaine, pour les capitalistes américains, français, anglais, allemands et autres, de constater que Mandela joue parfaitement le rôle pour lequel ils l'ont mis à la tête

de l'Etat: défendre leurs intérêts.

C'est ainsi, par exemple, que le mois dernier, Mandela a défendu les patrons contre les grévistes de la chaîne de supermarchés Pick'n Pay en disant: "Il ne saurait y avoir d'excuse pour la violence qui va effrayer les investisseurs" -alors que la violence était du côté des forces de l'ordre (au service des patrons) qui ont matraqué les grévistes et ont arrêté 800 d'entre eux.

C'est ainsi aussi que Mandela n'a même pas jugé nécessaire de commémorer en juin dernier, l'anniversaire du soulèvement de Soweto en 1976 (au cours duquel il y avait eu des milliers de morts et de blessés) qui était un jour férié pour les Noirs, malgré son interdiction, à l'époque, par le régime d'apartheid.

Dans la lutte contre l'apartheid, des dizaines de milliers de Noirs se sont sacrifiés. Malgré les répressions barbares, les luttes souvent sanglantes, n'ont pas cessé. Et c'étaient ces luttes qui ont convaincu les classes possédantes de la nécessité de démanteler -sous leur contrôle- l'apartheid, avant qu'il ne soit trop tard. Maintenant, tout ce que Mandela demande aux populations noires pauvres, c'est qu'elles se remettent au travail, alors que rien n'a changé dans leurs conditions de vie. Pour lui et l'ANC, la lutte est terminée. Mandela s'est servi de la lutte des pauvres pour arriver au pouvoir, comme un voleur se sert d'une échelle.

Quand les travailleurs ne se battent pas pour leur propre compte, quand ils laissent leurs luttes dirigées par des riches ou ceux qui sont à leur service, ils sont toujours trompés, les fruits de leurs luttes profitent uniquement à leurs faux amis qui se retournent inévitablement contre eux. Car en fait, ceux-ci sont leurs vrais ennemis.

Mais les travailleurs et les pauvres sud-africains n'avaient pas un parti à eux, indépendant de celui des riches, pour les mettre en garde contre la politique de l'ANC. Il était clair que la politique de ce parti bourgeois était celle des riches.

Le programme de ce parti se résumait en: "un pays, un peuple". Et ça, c'est un mensonge destiné à tromper les pauvres. Car dans n'importe quel pays, il n'y a pas un "peuple", mais il y a ceux qui ont tout et ceux qui n'ont rien, il y a les exploiteurs et les exploités. La politique de l'ANC au pouvoir, rappelée par Walter Sisulu, consiste à dire: "Il va falloir réconcilier la nation. Notre destinée est de vivre tous ensemble...Nous devons continuer à rassurer la minorité blanche qui risque de se sentir menacée".

Cette politique est une tromperie. Car cela revient à laisser les riches profiter seuls des richesses pillées, volées depuis des siècles au détriment des populations noires pauvres. Cela revient à dire à celles-ci, surexploitées, de continuer à travailler pour l'enrichissement des patrons et fermiers riches, alors qu'elles n'ont pas le minimum pour vivre dans des conditions décentes. Cela revient à dire aux Noirs pauvres de continuer à croupir dans les taudis de Soweto et autres -sans l'eau courante, sans l'électricité, sans rien.

Si les travailleurs sud-africains avaient su tout cela, ils n'auraient pas laissé la direction de leur lutte à des Mandela, Sisulu et autres serviteurs de la bourgeoisie. Il est temps qu'à partir de leur propre expérience, ils tirent toutes les leçons qui s'imposent.

La classe ouvrière sud-africaine est puissante, pas seulement par son poids numérique, mais aussi par sa combativité remarquable. Elle a de longues traditions de lutte. Pour l'essentiel, c'est sa lutte qui a fait trembler les bourgeois et les a obligés à mettre fin à l'apartheid.

Mais ce qui a manqué, c'est une organisation politique, révolutionnaire et INDEPENDANTE. Elle en a les moyens, mais il lui faut une conscience révolutionnaire. L'ANC, par sa politique qui ne défend que les intérêts des riches, est peut-être en train de l'aider dans ce sens. Et "l'Etat de grâce" dont se réjouit aujourd'hui la bourgeoisie pourrait bien durer moins longtemps qu'elle pense et se transformer en un coup de grâce.

NIGERIA: VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS! MAIS PAS DERRIERE ABIOLA.

La crise politique qui a éclaté au Nigéria, à la suite de l'annulation par les militaires des élections présidentielles de l'année passée, n'arrête de s'approfondir. Depuis bientôt plus d'un an, le pays est plongé dans un bras de fer entre, d'un côté, la dictature militaire, dirigée par Babangida, d'abord, Abacha, ensuite, et, de l'autre, la "société civile". Les militaires, ayant suspendu la constitution, considèrent les résultats des élections comme nuls et tente désespérément d'imposer l'organisation d'une conférence nationale qui décidera de futures élections. Les partis politiques, les associations de droits de l'Homme, des étudiants et les syndicats, quant à eux, considèrent le milliardaire Moshood Abiloa, aujourd'hui en prison, comme vainqueur des élections. Ils exigent sa libération et que le pouvoir lui soit remis.

Vagues de protestations, manifestations publiques, différentes grèves, semaines de désobéissance civile se succèdent les unes aux autres depuis bientôt un an. C'est sur toute l'étendue du Nigéria que la contestation s'organise contre le pouvoir des militaires. Les grands centres urbains comme Lagos sont devenus des villes mortes. Les boutiques et les marchés sont fermés, les transports, bloqués.

Le pays est paralysé. Son économie notamment est désorganisée. Le secteur pétrolier, poumon de la vie économique, est le plus touché. Alors que dans la sous-région, c'est au Nigéria que traditionnellement les

populations des pays voisins viennent s'approvisionner en pétrole et essence, aujourd'hui, ce sont les Nigérians qui vont chercher ces produits au...Bénin, pays qui n'a même pas une raffinerie et où on les trouve moins chers. C'est le comble, qui donne la mesure de la désorganisation des réseaux économiques!

Mais cela n'est pas un hasard. Car, ce sont les travailleurs qui sont le fer de lance du camp de l'opposition contre la dictature des militaires. Ce sont notamment les deux principaux syndicats du pays, le puissant syndicat des travailleurs du pétrole et du gaz, NUPENG, et la centrale syndicale nigériane, NLC, qui dirigent pratiquement le mouvement de protestation populaire pour la libération d'Abiola et son investiture comme président de la République. Et la dictature militaire l'a si bien compris qu'elle a fait de ces deux organisations ses principales cibles. Elle persécute leurs dirigeants à qui elle reproche de faire de la politique. Ce à quoi les syndicalistes répondent que c'est aussi leur droit : "Nous ne pensons pas (comme le gouvernement) que les organisations syndicales ne devraient pas avoir de revendications politiques (...) Nous sommes déterminés à poursuivre la grève jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites par le gouvernement", déclare le secrétaire général du NUPENG.

Face à l'intransigeance, à la détermination des travailleurs de les obliger à quitter le pouvoir, les militaires viennent de décréter, le 17 août, la dissolution des directions des deux syndicats, suscitant ainsi une vive protestation dans le pays. Des manifestations et des affrontements avec les forces de l'ordre ont eu lieu, notamment à Kaduna, la ville la plus importante du Nord, et à Lagos, la capitale. Les directions des deux syndicats ont lancé un appel à leurs principaux responsables pour qu'ils entrent dans la clandestinité et affirmé leur volonté de poursuivre la lutte.

Alors oui, les travailleurs nigérians ont raison de se battre pour leurs revendications politiques, y compris pour obliger le gouvernement à respecter la majorité de la population qui a voté pour Abiola. Ils ont raison de se mobiliser pour les libertés démocratiques. Personne n'a plus besoin de ces libertés-là que les travailleurs et les masses pauvres. Ils en ont besoin pour se réunir, s'organiser, se défendre contre les riches. Mais ce n'est pas en luttant derrière Moshood Abiola qu'ils pourront y accéder. Car, il n'est pas dit que si ce milliardaire arrive au pouvoir il y ait plus de libertés démocratiques qu'aujourd'hui sous l'ordre des militaires. L'objectif de ce politicien, qui s'est enrichi en exploitant d'autres travailleurs, n'est pas d'en finir avec la dictature, moins encore avec la misère, mais d'arriver tout simplement au pouvoir avec l'appui de cette même armée pour continuer la même politique au service des gens de sa classe, des bourgeois. Qu'un Abiola, un civil, remplace un Abacha, un militaire, ne change rien à l'ordre des choses. C'est Abacha en civil qui remplace un Abiola en uniforme. Ce sera toujours la dictature des riches, sur laquelle veillera la même caste militaire, la même police, la

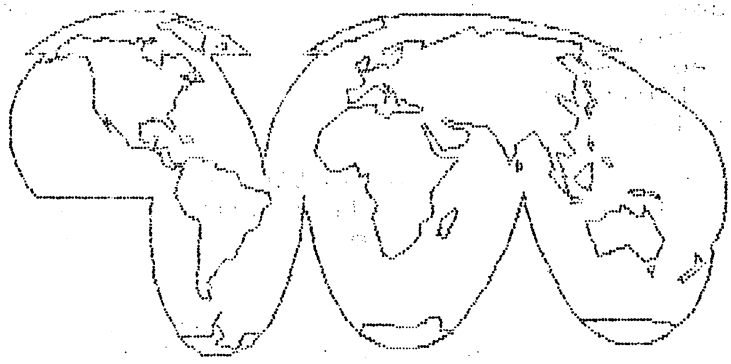
même gendarmerie, comme un bras armé, contre l'ensemble des pauvres. L'exemple du Bénin, où un militaire, Kérékou, a été battu aux élections par un civil, Soglo, nous en fait la démonstration.

Les travailleurs ont tout intérêt, dès maintenant, à s'organiser indépendamment des bourgeois. Autrement, après le renversement des militaires, les bourgeois leur diront que la lutte est terminée, il faut reprendre le travail. Les travailleurs se trouveront alors politiquement et organisationnellement désarmés, incapables même de défendre les libertés démocratiques gagnées de haute lutte, incapables même de s'opposer aux bourgeois qui inévitablement les trahiront. Car, ce que les bourgeois entendent par "liberté démocratique", c'est la liberté d'exploiter les travailleurs, la liberté pour eux et leurs semblables de se relayer au pouvoir: au gouvernement comme au parlement, tout en maintenant les travailleurs sous la dictature des patrons dans les usines, sans aucun moyen politique de se défendre contre leurs exactions!

Les travailleurs, sans une organisation politique indépendante se retrouveront impuissants face aux militaires qui chercheront inévitablement à se venger d'eux parce qu'ils auront osé leur tenir tête, et pourquoi pas, à revenir, par la force, au pouvoir. Après tout, qu'est-ce qui les en empêcherait?

En se battant sous leur propre drapeau, les travailleurs peuvent aussi pousser la lutte plus loin, ne se contentant pas seulement de soutenir un parti bourgeois, mais en avançant leurs propres revendications en tant que classe opprimés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant
- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

<u>les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :</u>

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.